

PISA – article mis en ligne le 9 décembre 2010

Un article de Claude Lelièvre sur le site Médiapart, à propos de résultats de l'enquête PISA , rendus public le 8 décembre 2010

Agrégé de philosophie, Claude Lelièvre est professeur d'histoire de l'éducation à la Faculté des sciences humaines et sociales Sorbonne (université de Paris V).

PISA est un acronyme : Programme international pour le Suivi des Acquis des élèves

Mais rien de bien neuf pour la France: en effet, les résultats des élèves français sont plus que jamais très moyens globalement, et très inégaux (voire inégalitaires). Va-t-on enfin en prendre pleinement conscience, et mettre en œuvre d'autres orientations et d'autres priorités pour l'Ecole française ?

Les résultats de l'enquête 2009 de PISA (qui évalue et compare tous les trois ans - depuis 2000 - les performances des élèves de 15 ans en lecture, mathématiques et sciences dans les pays membres de l'OCDE ou partenaires) viennent d'être rendus publics.

Les résultats des élèves français aux tests PISA 2009 sont globalement très moyens (la moyenne étant par définition 500) dans les trois domaines étudiés : 496 points en compréhension de l'écrit (contre 493 pour la moyenne des pays de l'OCDE), 498 en culture scientifique (contre 501), 497 en mathématiques (contre 496), les résultats en mathématiques des élèves français ayant baissé de 15 points entre PISA 2003 (511 points de moyenne alors) et PISA 2006 (496), ce qui nous a fait quitter le groupe des pays performants en mathématiques et nous fonder désormais dans celui de ceux aux résultats très moyens.

Par ailleurs, les résultats des élèves français restent nettement plus dispersés et inégaux en France que dans la moyenne de l'OCDE (et même, parfois, sont encore plus inégaux que dans les enquêtes PISA précédentes).

De façon générale, les différences de milieu familial entre les élèves expliquent 28% de la variation de la performance des élèves en France (contre 22% en moyenne dans les pays de l'OCDE). Alors que dans les pays de l'OCDE l'augmentation d'une unité de l'indice PISA de statut économique, social et culturel entraîne l'augmentation du score sur l'échelle de compréhension de l'écrit de 38 points, cette augmentation s'élève à 51 points en France : les résultats des élèves en France sont donc à l'évidence beaucoup plus sensibles aux différenciations socio-culturelles que ceux de la moyenne des pays de l'OCDE.

En compréhension de l'écrit, par rapport à PISA 2000, la proportion d'élèves les plus performants a légèrement augmenté en France, passant de 8,5% en 2000 à 9,6% en

2009 (alors que, dans le même temps, la moyenne des pays de l'OCDE a légèrement baissé, passant de 9% à 8,2%). En revanche, la proportion d'élèves peu compétents en compréhension de l'écrit (en dessous du niveau 2 de compétence) est passée de 15,2% en 2000 à 19,8% en 2009. Les écarts entre élèves français en compréhension de l'écrit se sont donc accrus (par le "haut" et par le "bas"), alors qu'ils étaient déjà nettement plus importants que ceux enregistrés dans la moyenne des pays de l'OCDE .

Ces inégalités persistantes (voire aggravées) interpellent. Dans l'enquête PISA de 2006 la France se trouvait, pour les trois domaines étudiés, parmi les deux pays où l'écart était le plus grand entre les élèves dont le statut économique , social et culturel des parents est le plus élevé (le quart le plus favorisé) et ceux dont le statut économique, social et culturel est faible (le quart le moins favorisé). Les écarts allaient de 63 pour la Finlande à 122 pour la France (bonne dernière) pour ce qui concerne la culture scientifique. Ils allaient de 55 pour l'Islande à 112 pour la France (avant dernière, devant le Luxembourg) pour ce qui a trait à la compréhension de l'écrit. Ils allaient enfin de 62 pour l'Islande à 115 pour la France (avant-dernière, devant la Hongrie) en mathématiques. Une belle constance dans les écarts et les places, qui ne peut certainement pas être complètement due aux hasards (ou aux "biais" des tests).

On peut songer à bien des explications. On peut, par exemple, remarquer que (selon les données de l'OCDE datant aussi de l'année 2006) le coût salarial par élève dans l'enseignement primaire est nettement plus faible en France que dans la moyenne de l'OCDE (25^o position pour 30 pays), et également au collège (mais dans une moindre mesure, même si l'on se situe encore dans les profondeurs du classement, en 22^o position).

Tout le monde sait bien, et depuis longtemps , que les résultats scolaires sont inégalement répartis en raison des statuts sociaux d'origine des uns et des autres. Et c'est amplement confirmé, précisément, par les résultats aux tests PISA. Mais que la France soit le pays de l'OCDE aux résultats scolaires parmi les plus inégalitaires peut paraître des plus surprenants. En dépit (ou plutôt à cause ?) du fait que nous nous targuons d'avoir pour ambition " l'égalité des chances " (versus " mérite individuel scolaire " ou " élitisme scolaire ") ce qui, en bon français, signifie l'ambition affichée d'un recrutement socialement élargi des élites...

Mais dans les comparaisons internationales faites par PISA , il ne s'agit justement pas de l'accès (scolaire) à l'élite (aux élites) mais des compétences acquises à l'âge environ de la fin de la scolarité obligatoire, celle qui concerne tout le monde. L'ambition privilégiée (en France) de "l'égalité des chances", de "l'élitisme républicain" serait-elle peu favorable à l'ambition de résultats plus positifs et plus homogènes pour tous ? La question mérite d'être posée avec force, même si elle est difficile à traiter (et jusqu'alors plutôt à contre-courant, en France).

Toujours est-il que, ces derniers temps, certaines prises de position vont dans le sens d'une "conversion" si ce n'est d'une "révolution copernicienne" par rapport à l'état des choses dominant jusqu'alors.

Ainsi l' " *Appel de Bobigny* " (signé en octobre 2010 par la plupart des centrales syndicales de gauche, avec leurs principaux syndicats enseignants, en compagnie d'un grand nombre d'associations d'éducation populaire ou complémentaires de l'Ecole, de mouvements pédagogiques et de la FCPE) déclare notamment en son article 10 que " *l'égalité des chances est basée sur un quiproquo ; c'est un modèle de justice auquel on est très attaché en tant qu'individu, mais qui ne crée pas forcément une société "juste" [...]* ; *l'école républicaine doit être celle de l'égalité réelle des droits entre tous les élèves ; elle doit viser à la réussite de tous, dans un esprit de solidarité, de coopération et non de compétition* ". Et dans l'article 3, il est proposé que " *le principe d'équité guide toutes les décisions : ceci nécessite des choix politiques en faveur des territoires et des jeunes subissant aujourd'hui des inégalités et des discriminations insupportables et en faveur de l'école et du collège. Cela exige que l'Etat joue tout son rôle de garant de l'équité à travers des mécanismes de péréquation entre territoires, et oriente d'abord les moyens supplémentaires vers l'école primaire et le collège* ". Par ailleurs le texte sur " *L'égalité réelle* " qui va être adopté à la convention du PS du 11 décembre déclare en particulier que " *l'école primaire est nettement sous dotée. C'est pourtant là qu'il faut intervenir pour combattre l'échec scolaire, là que les inégalités se créent et peuvent être résorbées. C'est donc là qu'il faut concentrer les moyens, en particulier sur le premier cycle des apprentissages [...]. Cela nécessite un engagement particulier : refonte des programmes et de leurs évaluations, classes à effectifs restreints là où cela sera nécessaire, renfort éventuel d'un deuxième professeur dans certaines classes pour personnaliser l'enseignement* ". L'histoire (de l'Ecole) se remettrait-elle en marche à partir de sa "base" ? Acceptons en l'augure : on a trop compté jusque ici, et depuis pas mal de temps, sur "l'élévation du plafond" pour assurer la "hausse du plancher".